AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

L'EXAMEN DE PREUVES D'ORIGINE SOVIÉTIQUE PAR LA COMMISSION D'ENQUÊTE DESCHÊNES

M. Bob Pennock (Etobicoke-Nord): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter à la Chambre aujourd'hui une pétition au nom de nombreuses personnes de ma circonscription. Elles craignent que la Commission d'enquête Deschênes n'obtienne et n'utilise des preuves d'origine soviétique. Elles estiment qu'il est très probable que les Soviétiques fabriquent des preuves pour nuire à la crédibilité de personnes qui sont anticommunistes depuis fort longtemps.

LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom d'un certain nombre de Canadiens de l'Ouest qui veulent faire connaître leur opposition aux projets de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) voulant que l'on déduise l'indemnité de départ des prestations de chômage des travailleurs mis à pied après le 31 mars 1985, ce qui élimine tous les avantages que cette indemnité présente pour le travailleur.

[Français]

LA DROGUE DANS LES MILIEUX SCOLAIRES

M. Édouard Desrosiers (Hochelaga-Maisonneuve): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter deux pétitions.

A la Chambre des communes du Canada, en Parlement assemblée.

Les signataires de la première pétition demandent que des mesures soient prises pour enrayer la drogue dans les milieux scolaires afin de protéger l'avenir, la santé, le bien-être de leurs enfants.

A ces causes, ils demandent humblement que l'honorable Chambre des communes prenne les mesures adéquates afin d'enrayer la drogue dans les milieux scolaires.

LE RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE CAPITALE

M. Édouard Desrosiers (Hochelaga-Maisonneuve): Les signataires de la deuxième pétition sont en faveur de la peine de mort dans le but de réduire la violence au Canada.

Les pétitionnaires trouvent que de laisser des crimes impunis est une violation de leurs droits et libertés.

Que l'honorable Chambre des communes réinstaura la peine de mort et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

[Traduction]

LA RÉDUCTION DE CERTAINES PRESTATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par

Avis de motion du gouvernement

les chefs du Nouveau parti démocratique de toutes les provinces du Canada et le bureau de direction du parti fédéral. Ils s'opposent à la désindexation des allocations familiales et aux réductions massives des avantages au titre des enfants parce que ces mesures représentent une attaque injuste contre les femmes et les familles qui ont des enfants, surtout les mères seules. On dit dans la pétition que la désindexation ne sera pas compensée par des changements au crédit d'impôt-enfants et que même les familles les plus pauvres y perdront. Selon eux, ces réductions, alliées aux augmentations de la taxe de vente, aux hausses de l'impôt sur le revenu et aux majorations de la taxe d'accise, sont profondément injustes. Qui plus est, les Canadiens ont droit à la pleine indexation des allocations familiales.

* * *

LA LOI DE 1973 SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES

AVIS D'ATTRIBUTION DE TEMPS À L'ÉTAPE DE LA 2^E LECTURE DU PROJET DE LOI C-70

L'ordre du jour appelle: Avis de motion du gouvernement:

19 septembre 1985—Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social:

Que, relativement au projet de loi C-70, Loi modifiant la Loi de 1973 sur les allocations familiales, un jour de séance soit attribué pour l'étude de l'étape de la deuxième lecture du projet de loi; et

Que, quinze minutes avant l'expiration du temps prévu pour les affaires émanant du gouvernement au cours de cette séance, toute délibération dont la Chambre est alors saisie soit interrompue, s'il y a lieu, aux fins de cet ordre et, par la suite, toute question nécessaire pour disposer de l'étape à l'étude à ce moment soit mise aux voix immédiatement et successivement, sans plus ample débat ni amendement.

M. le Président: En conformité de l'article 26(2), cet avis de motion est reporté aux ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen sous le régime desdits ordres plus tard aujourd'hui ou à la prochaine séance de la Chambre.

M. Paul Dick (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, en ce qui a trait à l'ordre de renvoi de cet avis aux ordres inscrits au nom du gouvernement, je veux simplement signaler à la Chambre que nous avons eu des discussions à ce sujet et que la motion dont le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) a signalé le renvoi sera débattue à 11 heures demain.

M. le Président: Il semble y avoir confusion. Puis-je demander à l'honorable secrétaire parlementaire de répéter ce qu'il vient de dire?

M. Dick: Monsieur le Président, si j'ai bien compris, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a reporté cette motion aux fins du débat et je signalais à la Chambre qu'elle serait mise en délibération à 11 heures demain. Je veux parler de la motion relative au projet de loi C-70.

M. le Président: Je voulais des précisions pour qu'il n'y ait pas de confusion.